SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1891-1892.

Projet de Loi instituant la juridiction des référés en matière commerciale.

(Voir les n^{os} 189, session de 1890-1891, et 10, session de 1891-1892,
de la Chambre des Représentants.)

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES,

À tous présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

L'article 11 de la loi du 25 mars 1876 est remplacé par la disposition suivante :

« ART. 11. — Le président du tribunal de première instance statue provisoirement par voie de référé :

» 1^o Sur les demandes en expulsion contre les locataires, soit pour cause d'expiration de bail, soit pour défaut de paiement de loyers, lorsque ces demandes ne rentrent pas dans la juridiction des juges de paix.

» 2^o Sur tous les autres cas dont il reconnaît l'urgence, à la condition qu'ils rentrent dans la juridiction civile des tribunaux de première instance ou dans la juridiction d'arbitres civils et qu'ils ne soient pas soustraits à la juridiction des référés par une disposition spéciale. »

ART. 2.

L'article 12^{bis} est ajouté à la loi du 25 mars 1876 :

« ART. 12^{bis}. — Le président du tribunal de commerce statue provisoirement par voie de référé sur tous les cas dont il reconnaît l'urgence, à la condition qu'ils rentrent dans la juridiction des tribunaux de commerce ou dans celle d'arbitres commerciaux et qu'ils ne soient pas soustraits à la juridiction des référés par une disposition spéciale. »

ART. 3.

L'article 807 du Code de procédure civile est remplacé par la disposition suivante :

« La demande sera portée à une audience tenue à cet effet par le

(2)

président du tribunal de première instance ou par le président du tribunal de commerce selon les cas, aux jour et heure indiqués par le règlement du tribunal. »

ART. 4.

Les articles 808 à 811 du Code de procédure civile s'appliquent aux référés, en matière commerciale.

ART. 5.

Est supprimé le droit accordé au président du tribunal de première instance par les articles 60 et 66 du décret du 30 mars 1808, de renvoyer la cause à l'audience en état de référé.

Bruxelles, le 2 décembre 1891.

Les Secrétaires,
MERODE Prince DE RUBEMPRÉ.

*Le Président de la Chambre
des Représentants,*
T. DE LANTSHEERE.